



## **ASIE/INDE - La candidatura de Narendra Modi au poste de Premier Ministre vue comme « un suicide politique du BJP » par le Secrétaire de la Commission Justice et Paix de la Conférence épiscopale**

New Delhi (Agence Fides) – Le principal parti d’opposition en Inde, le Bharatiya Janata Party (BJP), formation nationaliste qui dispute le gouvernement du pays au Parti du Congrès et s’est trouvé aux affaires de 1999 à 2004, a choisi le controversé Narendra Modi comme candidat au poste de Premier Ministre dans le cadre des élections générales prévues en 2014. Le choix de Modi, actuellement Premier Ministre de l’Etat du Gujarat, a été le fruit d’un vif débat à l’intérieur même du parti. Le responsable, âgé de 62 ans, est en effet connu comme partisan d’une idéologie de nationalisme religieux hindou et défenseur des formations extrémistes hindoues responsables de violences et de massacres dans l’Inde d’hier et d’aujourd’hui. Nombre sont ceux qui se rappellent qu’au Gujarat, Modi fit bien peu de chose pour mettre un terme aux désordres entre hindous et musulmans en 2002, dans le cadre desquels des centaines de musulmans furent tués. L’annonce de la candidature de Modi ouvre officiellement la campagne électorale en Inde même si aucun sondage n’est prévu avant avril ou mai 2014.

L’Eglise catholique et de nombreuses autres organisations de la société civile indienne, qui oeuvrent en faveur de l’harmonie interreligieuse, de la coexistence et du pluralisme, font état de leur déception. Selon le Père Charles Irudayam, Secrétaire de la Commission Justice et Paix de la Conférence épiscopale de l’Inde, interpellé par l’Agence Fides, « le choix en question est un suicide politique pour le BJP » en ce que « la majeure partie des citoyens indiens n’approuve pas l’approche conflictuelle et le communautarisme proposé par Modi ». « Tous ceux qui soutiennent un Etat laïc, basé sur le concept de citoyenneté, sur les droits et sur la justice ne l’appuieront pas » remarque le prêtre. « Le BJP a encore une fois misé sur un programme nationaliste, qui instrumentalise la religion. Il veut attirer les jeunes et tous les secteurs hindouistes de la société. Mais je crois que, comme cela a eu lieu, par exemple, dans l’Etat du Karnataka, cette stratégie sera perdante ».

« En tant qu’Eglise catholique – conclut le Père Irudayam – nous continuerons à œuvrer pour l’harmonie et pour le bien du pays, sans soutenir aucun parti politique mais en oeuvrant pour la justice et les droits de tous, en particulier des plus pauvres et des plus défavorisés. (PA) (Agence Fides 17/09/2013)